

[Texte]

United States to proceed and ratify the convention. There may be some strings attached, but our latest indication is that the United States will eventually ratify this convention.

• 0950

I might add, if you allow, Mr. Chairman, that the concerns expressed by the American Senate are of a very protectionist nature. They are of the type that do not serve, we believe, the interests of the international economic community, including the countries that are taking these measures themselves. Our country is very concerned right now about the protectionist trends in the United States, and this is another manifestation of this very unhealthy trend. We know it is the desire of the administration to resist these pressures, and we believe that in this particular case the United States will ratify the convention.

Miss Nicholson: Japan and Germany have ratified. What stage is the Netherlands at?

Mr. Fortin: The Netherlands, Mr. Chairman, is about to ratify. France, I have been in contact with the French treasury, who told me that they want very much to proceed but there is a technical problem in their case, their own legislation; it is a linguistic problem. Their own legislation requires an official translation of the bill; they have not done that yet, so that is where the problem is.

Miss Nicholson: And the United Kingdom and Italy and Switzerland?

Mr. Fortin: In the case of the United Kingdom, Mr. Chairman, I am not entirely clear where they stand at this stage. I do not have any recent. . . I do understand they very much support the principle of the agency and have or are going to introduce legislation.

Miss Nicholson: Thank you. The second point I just want to raise concerns Canada's initial investment. Under this bill, Canada is entitled to buy 2,965 shares in the agency at a total cost of some \$32 million U.S. It is the customary arrangement where 80% of this remains on call, but within 90 days of the convention coming into force Canada is required to pay 10% of the amount in cash and 10% in non-negotiable, non-interest-bearing demand notes. So that is an approximately \$6 million expenditure. In this kind of situation, we always find ourselves getting a surprise, because there is no hint of that \$6 million in the estimates.

I think I can anticipate Mr. Fortin's answer. He will probably say Parliament passed no legislation, no motion, therefore the officials had no authority to put it in the estimates. I wish we could devise a system where these parliamentarians do not have these surprises in the middle of the year, because this has been under negotiation for some time. I would like to see some kind of flagging in the estimates, even a note to the effect that an expenditure of this kind may be coming in this year. Is

[Traduction]

Unis ont l'intention de ratifier la convention. Ils imposeront peut-être certaines conditions, mais récemment, tout semblait indiquer que les États-Unis finiront par ratifier la convention.

Monsieur le président, permettez-moi d'ajouter que les préoccupations exprimées par le Sénat américain sont de nature très protectionniste. À notre avis, elles ne servent pas les intérêts de la communauté économique internationale, y compris les pays qui prennent eux-mêmes de telles mesures. Les tendances protectionnistes aux États-Unis inquiètent beaucoup notre pays actuellement, et ces préoccupations du Sénat américain sont une autre manifestation de cette tendance très malsaine. Nous savons que l'administration ne veut pas céder à ces pressions et nous croyons que dans le cas présent, les États-Unis ratifieront la convention.

Mme Nicholson: Le Japon et l'Allemagne l'ont ratifiée. Où en sont les Pays-Bas?

M. Fortin: Monsieur le président, les Pays-Bas sont sur le point de la ratifier. Pour ce qui est de la France, j'ai communiqué avec le ministère des Finances. La France désire signer, mais leur projet de loi pose un problème technique; il s'agit d'un problème linguistique. Leur loi exige une traduction officielle du projet de loi, ce qui n'a pas encore été fait, d'où le problème.

Mme Nicholson: Et le Royaume-Uni, et l'Italie, et la Suisse?

M. Fortin: Dans le cas du Royaume-Uni, je ne sais pas exactement où en est la situation. Je n'ai pas de renseignements récents. . . Si j'ai bien compris, ils sont tout à fait en faveur du principe de l'agence et ils ont présenté ou vont présenter un projet de loi.

Mme Nicholson: Merci. Le deuxième point que j'aimerais soulever concerne l'investissement initial du Canada. Aux termes du présent projet de loi, le Canada a le droit d'acheter 2,965 actions dans l'agence, pour un coût total de 32 millions de dollars U.S. Il s'agit de l'entente habituelle où 80 p. 100 peut être appelé par l'agence, mais où, dans les 90 jours suivant la date à laquelle la convention entre en vigueur, le Canada doit verser 10 p. 100 du prix de chaque action en numéraire et 10 p. 100 supplémentaires sous forme de billets à ordre non négociables, ne portant pas intérêt. Il s'agit donc d'une dépense d'environ 6 millions de dollars. Ce genre de situation nous prend toujours par surprise, parce que ces 6 millions de dollars ne sont pas prévus au budget.

Je peux deviner la réponse de M. Fortin. Il dira sans doute que le Parlement n'a pas adopté de loi, ni de motion, de sorte que les fonctionnaires n'avaient aucune autorité pour prévoir cette dépense dans le budget. J'aimerais bien mettre au point un système selon lequel les parlementaires n'auraient pas de surprise au beau milieu de l'année. Ça fait déjà un moment que les négociations ont été amorcées. J'aimerais qu'il y ait quelque chose à cet effet dans le budget, même une note